

"Make Our Planet Great Again" est resté lettre morte

Emmanuel Macron révèle sa nature : prononcer des discours écologiques offensifs à l'international et ne pas les mettre en œuvre au niveau national.

Donald Trump, le 01/06/2017, annonçait son intention de sortir de l'accord de Paris sur le climat. Immédiatement, Emmanuel Macron lançait un tapageur "Make our planet great again", se propulsant comme le meilleur rempart face au négationnisme climatique du président américain, devenant l'anti-Trump, gardien de l'intégrité de l'Accord de Paris, chéri par la presse internationale. De New York à Davos, il n'a manqué aucune occasion d'entretenir cette image.

Les optimistes notent que l'Accord de Paris, qui porte sur la période post-2020, n'est pas mort avec le départ US. La majorité des pays ont confirmé leurs propres engagements et de "solides oppositions" se sont constituées pour s'opposer à Trump, y compris aux États-Unis où un regroupement de collectivités territoriales et d'entreprises laissent entendre qu'une partie des USA se sent toujours engagée par l'Accord (alliance "We are still in").

Les réalistes répondent que la dynamique de la COP21 s'est enrayée. Les négociations patinent. Le fossé entre les engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), et le niveau qu'ils devraient atteindre pour contenir le réchauffement en deçà des 2°C, est abyssal. Et personne ne semble pressé de le combler. Pas plus Macron que les autres dirigeants de la planète. Dans les moments difficiles, on attend des décisions courageuses et visionnaires. Or les États, France et Europe compris, n'ont pas profité de la COP23 de Bonn en octobre dernier pour expliquer comment ils allaient désamorcer la bombe climatique. Nous payons le prix des limites de l'Accord de Paris, non doté de dispositifs suffisants pour réguler et contrôler les États récalcitrants – à peu près tous aujourd'hui. Ce refus de la contrainte et la préférence donnée aux engagements volontaires éloignés des objectifs globaux, précipite l'aggravation du changement climatique.

Certains insistent sur les initiatives des collectivités territoriales, des entreprises et des habitants. Puisque le niveau international n'est plus moteur, reste à encourager les initiatives décentralisées. Ces initiatives, disparates, sont souvent intéressantes et bienvenues, comme celles qui sont mises en lumière par Alternatiba. Mais que peut l'addition de ces initiatives lorsque les règles qui organisent et régulent l'économie mondiale, cette formidable machine qui réchauffe la planète, détruit la biodiversité et fragilise les écosystèmes, n'ont pas été modifiées? Que peuvent ces initiatives quand Macron et Trudeau entérinent la mise en œuvre du CETA, cet accord UE-Canada visant à libéraliser le commerce et l'investissement, et qui a été déclaré comme climato-incompatible par les experts qu'ils ont eux-mêmes nommés?

Une forme de schisme de réalité s'est ainsi instituée entre le « champion » français du climat à l'international et la teneur des politiques qu'il mène sur le plan domestique. Les exemples pullulent :

- Exemptions à la Loi sur les hydrocarbures de décembre 2017 pour poursuivre l'exploitation au-delà de 2040 et confirmer le droit pour Total de poursuivre ses explorations au large de la Guyane.
- Refus de confirmer dans la loi l'interdiction du glyphosate et autorisation des nouveaux néonicotinoïdes
- Autorisation d'exploiter la Montagne d'or en Guyane
- Soutien aux projets climato-incompatibles (EuropaCity, autoroutes à Rouen ou Strasbourg)
- Refus d'interdire l'importation d'huile de palme (raffinerie Total de la Mède)

Emmanuel Macron et son gouvernement ont, en moins d'un an, révélé cela : prononcer des discours écologiques offensifs à l'international sans les mettre en œuvre au niveau national. Le sursaut qu'exigeraient le déni climatique de la première puissance mondiale et le franchissement des seuils d'irréversibilité ne vient pas. Pas plus à Paris qu'à Berlin, Tokyo ou Pékin. Arrêter de repousser à plus tard ce qui devrait être fait aujourd'hui. Ne plus fixer des objectifs lointains sans leur mise en œuvre immédiate. Accepter de changer les règles du jeu et ne pas s'appuyer uniquement sur les bonnes volontés. Le défi est immense, mais décisif : trouvons les voies juridiques, politiques, sociales pour mener à bien une transition énergétique sans cesse reportée. *"Si nous ne faisons pas l'impossible, nous devons faire face à l'impensable!"* » disait un penseur écologiste nord-américain. Il est temps de s'y mettre.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID www.aid97400.re

D'après Maxime Combes, économiste et membre d'ATTAC-France, Huffington Post